



Communiqué de presse après les annonces concernant le projet de loi asile & immigration

L'UCIJ refuse toujours la loi « immigration-asile », même « découpée »

Nos organisations, associations, collectifs et syndicats, membres du collectif « Uni.es contre l'immigration jetable. Pour une politique migratoire d'accueil » continuent à dénoncer le projet du gouvernement concernant l'immigration et l'asile.

E. Macron s'entête et refuse d'entendre la mobilisation sociale massive contre sa loi sur les retraites. Les annonces faites en conférence de presse ce 22 mars s'inscrivent dans un contexte de forte contestation de la politique menée par le gouvernement, sur les retraites, le logement, le chômage et l'immigration et l'asile.

Ces annonces ne nous trompent pas : si le projet de loi « immigration-asile » en tant que tel ne sera pas discuté à partir de mardi 28 mars au Sénat, ses dispositions sont toujours à l'ordre du jour. E. Macron l'a affirmé : "Il y aura bien une loi immigration, découpée en plusieurs textes qui arriveront dans les prochaines semaines".

Quelle que soit la forme que prendront ces textes, le fond du projet de loi demeure ! L'objectif du gouvernement reste toujours : renforcer les mesures arbitraires et répressives contre les personnes contraintes à l'exil. Celles-ci sont considérées comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée soumise à l'exploitation et l'arbitraire. C'est inacceptable.

Nous continuerons donc à dénoncer toutes les mesures qui seront prises contre les personnes exilées et à défendre l'accueil, la dignité et les droits de toutes celles et tous ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les dégâts environnementaux.

Nous appelons à rejoindre les mobilisations prévues

- **Samedi 25 mars dans de nombreuses villes : Alençon, Auxerre, Bayonne, Blois, Bordeaux, Bourg-en Bresse, Brest, Cahors, Chalon sur Saône, Chartres, Coutances, Dunkerque, Foix, Gourdon, Grenoble, La Rochelle, Le Mans, Lille, Lyon, Mâcon, Marseille, Martigues, Montbéliard, Montpellier, Nantes, Nîmes, Orléans, Paris, Pau, Perpignan, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Tarbes, Valence...**



- **Lundi 27 mars : Réunion publique nationale à la Bourse du Travail (boulevard du temple) à Paris et en ligne à partir de 18h30** avec des interventions de représentants *de la CSP 75, du CTSPV, de La Cimade, de la FTCR, du GISTI, des Invisibles en mouvement (Italie), de la LDH, du Syndicat de la Magistrature et de l'Union syndicale Solidaires.*
- **Une conférence de presse aura lieu au même endroit à partir de 17h30.**

Annexe

Appel « Uni.es contre l'immigration jetable. Pour une politique migratoire d'accueil »

Nous refusons le nouveau projet de loi asile et immigration !

Le nouveau projet de loi Asile - Immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrant-es. Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des OQTF et des IRTF, dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de Centre et Locaux de Rétention Administrative.

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant-es sont déshumanisé-es et considéré-es uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension". Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux étranger-es, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints. Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique... Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...). Les droits des étranger-es sont de plus en plus précarisés.

L'attaque s'inscrit dans l'agenda global du gouvernement : chômage, retraites, logement, santé...

En 2006 déjà, nous étions uni-es contre l'immigration jetable, nous appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle était adoptée, accentuerait encore le fait que les étranger-es en France sont considéré-es comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir.

Il est de la responsabilité de nos organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir. Nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le territoire dans les prochaines semaines

Nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le territoire contre la loi Darmanin !

Liste des signataires : <https://blogs.mediapart.fr/uni-es-contre-limmigration-jetable/blog/010223/appel-uni-es-contre-l-immigration-jetable-pour-une-politique-migratoire-d-ac>

Annexe

Appel « Uni.es contre l'immigration jetable. Pour une politique migratoire d'accueil »

Nous refusons le nouveau projet de loi asile et immigration !

Le nouveau projet de loi Asile & Immigration du gouvernement conduit à une négation radicale des droits fondamentaux des migrant-es. Il a pour objectif de graver dans le marbre et de radicaliser les pratiques préfectorales arbitraires et répressives : systématisation des OQTF et des IRTF, dans la suite des instructions déjà prises pour augmenter les assignations à résidence et le nombre de Centre et Locaux de Retention Administrative.

Le projet s'inscrit délibérément dans une vision utilitariste et répressive dont témoigne l'obsession des expulsions et l'inscription des sans-papiers au fichier des personnes recherchées. Les migrant-es sont déshumanisé-es et considéré-es uniquement comme de la main d'œuvre potentielle, qui n'a droit qu'à des propositions de régularisations précaires, limitées aux métiers dits "en tension". Alors que la dématérialisation prive de l'accès au séjour de nombreux étranger-es, le droit du séjour et le droit d'asile vont être encore plus restreints. Le projet prévoit des moyens pour empêcher d'accéder ou de rester sur le territoire, au lieu de les utiliser pour accueillir dignement celles et ceux qui fuient la guerre, les persécutions, la misère ou les conséquences du dérèglement climatique... Les droits protégés par les conventions internationales sont de plus en plus bafoués (asile, droit de vivre en famille, accueil des femmes et des personnes LGBTIA+ victimes de violences...) y compris ceux des enfants (enfermement, non-respect de la présomption de minorité, séparation des parents...). Les droits des étranger-es sont de plus en plus précarisés.

L'attaque s'inscrit dans l'agenda global du gouvernement : chômage, retraites, logement, santé...

En 2006 déjà, nous étions uni-es contre l'immigration jetable, nous appelons donc à nous mobiliser contre cette réforme qui, si elle était adoptée, accentuerait encore le fait que les étranger-es en France sont considéré-es comme une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir. Il est de la responsabilité de nos organisations, associations, collectifs et syndicats de réagir. Nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le territoire dans les prochaines semaines

Nous appelons à la mobilisation la plus large possible sur tout le territoire contre la loi Darmanin !

Liste des signataires : <https://blogs.mediapart.fr/uni-es-contre-limmigration-jetable/blog/010223/appel-uni-es-contre-l-immigration-jetable-pour-une-politique-migratoire-d-ac>